

Marchand brandit le spectre de poursuites

Le PCC doit respecter l'entente sur le tramway, dit-il

Le Journal de Québec · 16 janv. 2025 · 6 · TAÏEB MOALLA – Avec la collaboration de Stéphanie Martin

Un éventuel gouvernement fédéral conservateur s'expose au risque de poursuites juridiques s'il persiste dans sa volonté de renier la parole du gouvernement Trudeau en matière de financement du tramway de Québec, a prévenu le maire Bruno Marchand.



« Si on se met à déchirer toutes les ententes qui ont été prises par nos prédécesseurs quand on est élu, oubliez tous les projets possibles. On va toujours être en train de réviser et de déchirer des ententes pour lesquelles on va se mettre en mode poursuites, en mode juridique, pour faire respecter des ententes alors qu'on va avoir engagé des dépenses. Ça ne fonctionne pas », a tonné le maire de Québec, hier après-midi, en impromptu de presse.

Faut-il comprendre que la Ville de Québec pourrait poursuivre en justice un possible gouvernement conservateur dirigé par Pierre Poilievre ?

« On verra. Est-ce que c'est le gouvernement du Québec [qui poursuivrait] ? On va travailler ça avec nos différents partenaires. La Ville ne fera pas de choses seule. Au Canada, historiquement, on engage son gouvernement lorsqu'on signe une entente, mais on engage les gouvernements qui suivent en fonction de la durée et des termes de l'entente », a-t-il répondu.

« INJUSTE » POUR QUÉBEC

De façon plus générale, M. Marchand a répété qu'il serait « injuste » que Québec ne bénéficie pas de fonds fédéraux pour sa ligne de tramway, alors que les citoyens de la ville paient, par l'intermédiaire de leurs impôts, pour des infrastructures de transport structurant ailleurs au Canada. Il a également insisté pour dire que le tramway et le 3e lien sont deux projets distincts et qu'une entente est déjà signée pour Tramcité.

« C'est particulier de vouloir faire un fédéralisme d'ouverture, un fédéralisme décentralisateur et de dire : "Nous, quand on va être au pouvoir, on va gouverner et on va se foutre des autres" », a déploré le maire de Québec.

Mardi, le conservateur Pierre Paul-hus, député et lieutenant de Pierre Poilievre pour le Québec, affirmait au Journal que le 1,44 G\$ de financement fédéral irait au 3e lien, plutôt qu'au tramway, si son parti devait être porté au pouvoir à Ottawa.

RÉACTIONS POLITIQUES

Hier, le ministre libéral Jean-yves Duclos a réagi par voie de déclaration en soutenant que M. Paul-hus « revient à la charge avec sa promesse de voler 1,44 milliard de dollars aux gens de Québec ».

Rappelant que le premier ministre François Legault a déjà souhaité une élection des conservateurs à Ottawa, la cheffe de Transition Québec, Jackie Smith, a déclaré que « M. Legault invite une ingérence de la part de M. Poilievre pour tuer le tramway ».

De son côté, le chef non élu de la deuxième opposition, Patrick Paquet, a estimé au contraire qu'il ne s'agit pas d'ingérence de la part du fédéral de choisir de ne pas financer un projet priorisé par le gouvernement du Québec.

« SI ON SE MET À DÉCHIRER TOUTES LES ENTENTES QUI ONT ÉTÉ PRISES PAR NOS PRÉDÉCESSEURS QUAND ON EST ÉLU, OUBLIEZ TOUS LES PROJETS POSSIBLES. »

– Bruno Marchand, maire de Québec